



DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRONDISSEMENT DE NICE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2015 À 17 HEURES

L'an deux mille quinze, le huit avril, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le deux avril, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, sous la présidence de Monsieur Christophe TROJANI, Maire

- **Étaient Présents :** Monsieur André BEZZINA, Madame Joëlle BRAVETTI, Monsieur Jean-Paul GEAY, Madame Pasquale HATTEMBERG, Monsieur Jean-Louis ZAMBERNARDI, Madame Juliana CHICHMANIAN, Monsieur Jean-Louis BAUCHET, Madame Anne RAINAUD, Monsieur André BIANCHERI, Madame Monique LAUGIER, Monsieur Joseph COSENTINO, Madame Christiane FROUTE, Monsieur Robert BOJANOVICH, Madame Marie ADAMO-BRONSONE, Monsieur Régis BELLI, Madame Claudine KHOKHLOV, Monsieur Jean-François GIAUME, Madame Isabelle PALAZZOLI, Madame Gisèle AMEDEO, Monsieur Bernard REBUFFEL, Monsieur Jean-Pierre MANGIAPAN, Madame Christine PETRUCELLI, Monsieur Cédric CIRASA, Madame Patricia DEGUS, Monsieur Richard CONTE.

Absente :

Madame Marie-Paule ZANOTTI.

Absents avec procurations :

Madame Catherine BARRAJA donne procuration à Monsieur le Maire

Monsieur Florian VIALLA donne procuration à Monsieur Jean-Louis ZAMBERNARDI

Monsieur Régis BELLI est élu secrétaire de séance

2/ OBJET : INSTAURATION DE L'INDEMNITE DE SUJETIONS SPECIALES DES CONSERVATEURS DU PATRIMOINE

Monsieur André BEZZINA, Adjoint au Maire expose à ses collègues

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, notamment son art. 1 qui dispose que « les communes règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence »,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations de fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 88,

VU le décret n°90-601 du 11 juillet 1990 modifié portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales en faveur de certains conservateurs généraux du patrimoine et conservateurs du patrimoine chargés de responsabilités particulières,

VU le décret n°91-875 du 06 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté ministériel du 26 décembre 2000 fixant les montants de référence de l'indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine,

L'indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine peut être allouée aux agents titulaires et stagiaires relevant du cadre d'emploi des conservateurs du patrimoine.

L'établissement étant classé en 1^{ère} catégorie, il est proposé d'attribuer au Conservateur du patrimoine en chef cette indemnité d'un montant annuel maximum de 3.459,83 €.

Il appartient à l'autorité territoriale de déterminer librement le montant individuel dans la limite de ce montant.

Au vu de ce qui précède, il leur propose :

- d'instaurer l'indemnité de sujétions spéciales des conservateurs du patrimoine au grade de conservateurs du patrimoine en chef,
- de mettre en place cette indemnité à compter du 01/06/2015,
- d'autoriser le Maire à signer tous les actes liés à l'exécution de la présente délibération.

Le Comité technique réuni ce jour a émis un avis favorable à cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré à l'unanimité

ADOpte



Le Maire,

Pr. Christophe TROJANI

La présente délibération est susceptible d'être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa date d'exécution :

- soit en exerçant un recours administratif (gracieux ou hiérarchique)
- soit en exerçant un recours contentieux devant les juridictions administratives